

BRÈVES SECTORIELLES

Royaume-Uni

Une publication du SER de Londres
Du 3 au 14 juin 2024

Fait marquant

Les principaux partis politiques ont présenté leurs programmes en vue des élections générales du 4 juillet

Le parti conservateur, dont est issu l'actuel gouvernement mené par le Premier ministre Rishi Sunak, et le parti travailliste, mené par le chef de l'opposition Keir Starmer, ont présenté cette semaine leurs programmes (*Manifestos*) en vue des élections générales (législatives) du 4 juillet. Les programmes reprennent en grande partie des propositions présentées par les partis au cours des derniers mois. Le parti Libéral-Démocrate et les Verts ont également publié leurs programmes au cours de la semaine. Cette édition des brèves sectorielles du SER de Londres revient sur les programmes des partis conservateur et travailliste.

Energie-climat

Le parti travailliste dévoile son programme pour l'énergie et le climat

Le parti travailliste souhaite faire du Royaume-Uni une superpuissance des énergies propres. Dans son [manifesto](#), il met en avant la création de la Great British Energy, future entreprise publique dotée de 8,3 Md£ qui vise à investir en propre dans de nouveaux projets de production d'énergie propre. Le parti promet également de décarboner d'ici 2030 le système électrique, ce qui nécessitera de doubler l'éolien, de tripler le solaire et de quadrupler l'éolien en mer ainsi que de nouvelles centrales à gaz et un renforcement du réseau électrique. Le Labour soutient également la filière nucléaire, à travers la prolongation de la durée de vie des réacteurs existants, l'achèvement des 2 nouvelles centrales en cours de construction (Hinkley Point 2 et Sizewell C) et le développement des SMR.

Il prévoit dans le même temps d'engager la sortie du Royaume-Uni de la production d'énergies fossiles, en interdisant l'octroi de nouveaux permis de production et en augmentant de 3 points la taxe exceptionnelle sur les bénéfices des compagnies pétrolières et gazières, tout en accompagnant la reconversion de la main d'œuvre et des territoires concernés.

Par ailleurs, le parti compte investir 6,6 Md£ supplémentaires pour la rénovation thermique des bâtiments et obliger les propriétaires-bailleurs à rénover leurs logements mis en location d'ici 2030.

Parmi les autres mesures annoncées, on retrouve : la réintégration de la lutte contre le changement climatique dans le mandat de la *Bank of England*, la création d'un bonus de 500 M£ par à partir de 2026 pour les énergéticiens qui développeraient les chaînes d'approvisionnement britannique, la création d'un mécanisme d'ajustement carbone aux frontières, l'obligation faite aux grandes entreprises et acteurs financiers d'élaborer des plans de transition alignés avec l'objectif de 1,5°C ainsi que, sur la scène internationale, la création d'une nouvelle alliance de pays soutenant les énergies propres.

Le parti conservateur présente son programme pour l'énergie et le climat

Le [programme](#) du parti conservateur pour les prochaines élections générales s'inscrit dans la continuité de la politique du Premier ministre Rishi Sunak d'une transition vers la neutralité carbone menée de façon pragmatique et la moins coûteuse possible pour les ménages. Les conservateurs promettent de baisser les taxes sur les facteurs d'énergie et de ne pas créer de nouvelles taxes environnementales. Ils prônent une réforme du marché de l'électricité et la création de nouvelles offres qui permettront de faire baisser la facture des ménages.

Les conservateurs mettent par ailleurs l'accent sur la sécurité énergétique avec la promesse d'attribuer chaque année de nouveaux permis de production d'hydrocarbure, de construire de nouvelles centrales au gaz, de tripler l'éolien en mer et de poursuivre le plan de développement de la filière nucléaire (construction d'une nouvelle centrale de puissance à Wylfa, approbation de deux flottes de SMR, division par deux des délais d'approbation de nouveaux réacteurs). En revanche, le développement de l'éolien terrestre sera conditionné à l'assentiment des populations locales et celui du solaire ne devra pas entrer en conflit avec l'exploitation des meilleures agricoles.

Le risque de coupures d'électricité l'hiver prochain se réduit, selon National Grid

Dans ses [premières prévisions pour l'hiver prochain](#), le gestionnaire de réseau d'électricité National Grid prévoit une marge de 9,4 % entre les capacités d'approvisionnement attendues et la demande anticipée. Cette progression de 2 points par rapport à l'hiver 2023/24 s'explique par l'entrée en service de nouvelles centrales à gaz, de plus fortes capacités d'importations d'électricité depuis le continent européen et la croissance des capacités de stockage par batterie.

Même si les marchés de l'énergie montrent des signes de stabilisation au début de l'année 2024, National Grid appelle à rester vigilant du fait des nombreuses incertitudes, notamment sur les marchés du gaz.

Environnement

Le parti travailliste dévoile son programme pour la protection de l'environnement

Le parti travailliste s'est engagé à protéger 30 % des espaces terrestres et 30 % des espaces maritimes d'ici 2030 et à mettre fin au déclin de la biodiversité au Royaume-Uni en développant des habitats riches en biodiversité comme les zones humides et les forêts. Le gouvernement encouragera également le développement des espaces naturels comme défenses contre les inondations. Afin de résoudre la crise des eaux usées, les compagnies d'eau seront obligées de surveiller chaque déversoir d'eaux usées, les rejets illégaux seront sanctionnés par des amendes plus sévères tandis que leurs dirigeants pourront être privés de leurs bonus par le régulateur et voir leur responsabilité pénale engagée.

Le parti conservateur présente son programme pour la protection de l'environnement

Le [manifesto](#) du parti conservateur réaffirme sa volonté de léguer à la génération suivante un environnement en meilleure santé que celle dans laquelle la génération actuelle l'avait trouvée. Les conservateurs souhaitent notamment créer un nouveau parc national, de nouveaux sentiers de randonnée et lever tous les obstacles à la plantation d'arbres. Concernant le secteur de l'eau, ils promettent de continuer la réforme du secteur en révisant les modalités de fixation des tarifs et donnant de nouveaux pouvoirs au régulateur, notamment pour interdire les bonus des dirigeants des compagnies coupables d'infractions. Concernant les déchets, les conservateurs confirment leur volonté de créer un mécanisme de consigne et d'interdire la construction de nouveaux incinérateurs.

La BBC évalue à 6 000 le nombre de rejets d'eaux usées illégaux observés en 2022

Selon la [BBC](#), les 9 plus grandes compagnies d'eau d'Angleterre auraient rejeté illégalement leurs eaux usées à 6 000 reprises en 2022. Ces rejets seraient intervenus lors de journées sans précipitations, alors que les rejets d'eaux usées sont autorisés lors des journées pluvieuses. Parmi les 9 entreprises concernées, 6 avaient refusé de publier les données liées à leurs rejets et font par ailleurs l'objet d'une enquête menée par l'*Environment Agency*. A partir de 2025, toutes les compagnies d'eau devront publier en quasi temps réel leurs rejets d'eaux usées.

Le parti travailliste présente ses propositions pour l'industrie

Le parti travailliste réitère son engagement à adopter une stratégie industrielle de long terme, dont la conception et la mise en œuvre seraient assurés par une autorité indépendante ad hoc (*Industrial Strategy Council*) dont l'existence serait garantie par la loi. Il promet d'adopter « une approche sectorielle » et de concentrer les soutiens sur les secteurs pour lesquels le R-U dispose d'avantages comparatifs (services financiers, industries créatives et industries de l'Advanced Manufacturing). Il ajoute que les politiques d'achats publics et la politique commerciale « seront alignées avec les priorités de politique industrielle ».

Afin de financer sa politique industrielle, le parti travailliste réitère sa volonté de création d'un National Wealth Fund qui financerait 7,3Md£ d'investissement public sur cinq ans et dont l'objectif serait d'attirer 3£ d'investissement privé pour 1£ d'investissement public. Le fonds allouerait 1,8Md£ aux infrastructures portuaires et de chaînes d'approvisionnement, 1,5Md£ à de nouveaux projets de gigafactories, 2,5Md£ à la reconstruction de l'industrie sidérurgique, 1Md£ au soutien à la capture de CO2 et 500M£ au soutien à la production d'hydrogène vert. Le parti travailliste cherchera par ailleurs à encourager les investissements des fonds de pension.

Les travaillistes s'engagent en outre à stabiliser le cadre fiscal applicable aux entreprises : maintien du taux d'impôt sur les sociétés à 25 % maximum sur 5 ans et du dispositif de déductibilité fiscale des investissements (full expensing), et remplacement de la taxe sur les locaux commerciaux par une taxe plus équitable entre commerces physiques et commerces en lignes.

Le parti conservateur présente ses propositions pour l'industrie

Le parti conservateur réitère sa volonté de déployer l'Advanced Manufacturing Plan annoncé en novembre 2023 (4,5Md£ entre 2025 et 2030). Par ailleurs, il indique « être prêt à soutenir les constructeurs automobiles implantés au R-U s'il est établi que certains pays ne respectent pas les règles du commerce international », dans le contexte « d'une concurrence sans précédent de la Chine ».

Industrie – Make UK, fédération des entreprises de l'industrie, a publié son [Makers' Manifesto](#) à l'approche des élections. Make UK y appelle notamment le gouvernement qui sera installé à l'issue des élections à « adopter une stratégie industrielle robuste de long terme », à investir dans les infrastructures « physiques et numériques » et à favoriser le déploiement de l'IA dans l'industrie.

Transports et infrastructures

Le parti conservateur présente ses propositions pour les infrastructures

En matière de financement, le parti conservateur réitère son engagement à réallouer les 36Md£ d'économies qui auraient été dégagées par l'annulation de la construction d'une partie de la LGV HS2 à des projets d'infrastructures dans le Nord de l'Angleterre, notamment la réfection des routes (8Md£), l'amélioration des infrastructures ferroviaires (12Md£) et des enveloppes destinées à « soutenir les priorités des collectivités » en matière de transports. Il s'agit du plan Network North dévoilé en septembre 2023.

Par ailleurs, le parti conservateur s'engage à réduire de quatre à un an le délai d'approbation des demandes de permis de construire pour les grands projets d'infrastructures—notamment en réduisant l'aléa lié aux potentielles oppositions locales, et à construire 1,6 million de logements

Le parti travailliste présente ses propositions pour les infrastructures

Le parti travailliste s'engage à adopter une « stratégie de long terme pour les infrastructures », qui serait « alignée sur la stratégie industrielle » et « guiderait les projets d'investissements publics » sur 10 ans. Une National Infrastructure and Service Transformation Authority serait créée pour déterminer les priorités stratégiques en matière d'infrastructures et suivre la réalisation des projets.

Il s'engage à réformer le planning system (système d'octroi des permis de construire) pour réduire les délais de validation des grands projets, en particulier dans les secteurs jugés prioritaires.

En matière de logements, les Travaillistes annoncent un engagement à construire 1,5 million de logements sur 5 ans, la facilitation de construction de logements sur la *green belt* (terres non artificialisées en périphérie des villes) et le développement de villes nouvelles.

Le parti travailliste présente ses propositions pour les transports

Le programme du parti travailliste pour les transports est structuré autour de trois principaux axes :

1/Mobilité routière : le parti travailliste s'engage à « réparer un million de nids de poule par an » sur le réseau routier britannique. En matière de mobilité électrique, le parti travailliste réitère son engagement à restaurer la date de 2030 comme horizon de fin de vente des véhicules thermiques (cet horizon a été repoussé à 2035 par Rishi Sunak), à « accélérer le déploiement de points de charge » et à soutenir l'achat de véhicules électriques d'occasion en « standardisant l'information fournie sur l'état des batteries ».

2/Transport ferroviaire : le parti travailliste réitère son engagement à nationaliser l'exploitation du transport ferroviaire passager, à travers une nouvelle entité nommée Great British Railways qui remplacerait les actuelles franchises exploitées par différents opérateurs. La connectivité ferroviaire avec le nord de l'Angleterre sera renforcée. Une autorité de surveillance des standards sera créée.

3/Transports urbains et interurbains : le parti travailliste s'engage à donner davantage de pouvoirs aux élus locaux pour organiser les transports et pour exercer un contrôle accru sur les réseaux de bus locaux (par le développement du système de franchise).

Sur le transport aérien, enfin, le parti travailliste souhaite « assurer l'avenir à long terme du secteur du transport aérien britannique », en encourageant « la modernisation de l'espace aérien » et le recours aux carburants d'aviation durables.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques. Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations :

www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international

Responsable de la publication : Service économique régional de Londres

pierre.chabrol@dgtresor.gouv.fr, karine.maillard@dgtresor.gouv.fr

Rédaction : SER de Londres, Tiédel Sow (Transports, Industrie), Jérémy Mast (Energie, Environnement, Climat), revue par Karine Maillard

Abonnez-vous : londres@dgtresor.gouv.fr